



ÉDUCATION

La réouverture progressive des établissements scolaires dès le 11 mai inquiète les enseignants

PAGE 4

CORONAVIRUS

La réouverture des établissements scolaires inquiète les enseignants

Alors que les écoles, collèges et lycées devraient rouvrir « progressivement » leurs portes le 11 mai, les professeurs craignent un retour prématuré

L'annonce les a pris par surprise. Lundi 13 avril, les enseignants ont découvert dans l'allocution du président Macron que les établissements scolaires rouvriraient « progressivement » à partir du 11 mai. Alors que les écoles, collèges et lycées sont fermés depuis le 16 mars pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, un autre scénario avait circulé, ces derniers jours, dans les groupes WhatsApp d'enseignants, équivalents virtuels de la salle des professeurs : l'école ne reprendrait qu'en septembre, disait-on, et le gouvernement n'allait pas tarder à l'annoncer.

Les demandes du ministre de l'éducation nationale auront finalement été entendues. Selon un proche de Jean-Michel Blanquer, ce dernier plaide pour un retour en classe avant les congés d'été, soucieux des conséquences sociales, scolaires et psychologiques du confinement. Au-delà de sa volonté de remettre le pays au travail – donc de prendre en charge ses enfants –, Emmanuel Macron semble avoir pris acte de ces inquiétudes, lorsqu'il déclare que « la situation actuelle creuse les inégalités » entre les élèves, en particulier « dans les quartiers populaires et les campagnes ».

Sitôt annoncée, la perspective de reprendre le chemin de l'école dès le 11 mai a néanmoins soulevé de nombreuses questions. Comment

expliquer la réouverture des établissements scolaires alors que les cafés, les restaurants, les cinémas et les théâtres resteront fermés ? « Dans mon lycée, avec 1300 élèves, on dépasse largement la jauge d'un restaurant », dit, grinçante, une enseignante. « Nous étions pour la réouverture des écoles, si la situation sanitaire le permet, rappelle Francette Popineau, du SNUipp-FSU, majoritaire dans le premier degré. Mais les conditions ne sont pas réunies, puisque les cinémas restent fermés ! On rouvre les écoles pour relancer l'activité économique, en sacrifiant un peu vite les enseignants. » Le SNES, majoritaire dans le second degré, prévient d'emblée qu'« en l'état les personnels ne sont pas prêts » à reprendre le chemin des collèges et des lycées, indique Sophie Venetitay.

Dès mardi, des échanges doivent s'ouvrir entre l'éducation nationale et les organisations syndicales, qui réclament déjà des « éclaircissements ». La FSU, le SE-UNSA et le SNPDEN (majoritaire chez les chefs d'établissement) seront entendus au cours de la journée en visioconférence. Les détails du dispositif scolaire seront sans doute connus avant le « plan de l'après-11 mai », promis « d'ici quinze jours » par le président Macron. Signe que la communauté scolaire ne peut être laissée « dans le plus grand flou », selon le mot de Stéphane Crochet, du SE-UNSA.

« Accueil partiel »

Le chef de l'Etat a en effet évoqué le fait « d'organiser différemment le temps et l'espace », sans donner plus de détails. Comment la reprise des cours s'organisera-t-elle concrètement ? Tous les enfants reprendront-ils l'école en même temps ? Faut-il s'attendre à des variations géographiques, ou par tranches d'âge ? Va-t-on organiser des groupes d'une dizaine d'élèves par classe, comme pour les enfants de soignants accueillis depuis le début du confinement ? Et comment organiser les déjeuners qui amènent à eux seuls leur lot de questions sanitaires ?

La communauté éducative se demande aussi quel équipement elle aura, alors que le président a évoqué le « matériel nécessaire » à la protection des enseignants et des enfants. « Si l'on parle de donner des masques à tout le monde, l'éducation nationale représente une masse énorme, rappelle Jean-Rémi Girard, du SNALC. Il faut compter plusieurs masques par jour pour 12,4 millions d'élèves et 880 000 enseignants. » Emmanuel Macron a mentionné des tests pour « toute personne présentant des symptômes », « or, la plupart du temps, les enfants n'en ont pas », s'inquiète un professeur des écoles parisien.

Une seule certitude pour la communauté éducative : le 11 mai ne ressemblera pas à un « retour de



vacances », car il semble déjà impossible d'assurer la reprise simultanée de l'ensemble des élèves. « *Le dispositif pourrait imiter ce qui est déjà en place pour les enfants de soignants*, dit Florence Delannoy, du SNPDEN-UNSA. *Un accueil partiel, par petits groupes et réservé aux plus jeunes.* » Côté parents d'élèves, la FCPE prévient d'emblée que certains parents ne remettront pas leurs enfants à l'école. « *Ceux qui ont les moyens de les garder chez eux ne s'en cachent pas*, précise Rodrigo Arenas, le président de l'association. *Et il ne faudra pas leur en tenir rigueur, si les mesures d'hygiène ne sont pas en place à la date prévue.* »

Sur le terrain, les enseignants sont partagés entre inquiétude et soulagement. Nombre d'entre eux se disent heureux de retrouver leurs classes, même pour peu de temps ou par petits groupes – avec une chance de « rattraper » les plus fragiles, ces « 5 % à 8 % d'élèves », selon les estimations ministérielles, qui n'ont pas pris part à la continuité pédagogique. Mais l'impossibilité concrète de respecter gestes barrières et distanciation sociale questionne. A l'école primaire, « *mettre en place les gestes barrières est impossible* », affirme Johanna Cornou, directrice d'école au Havre. « *Mes élèves se déplacent dans la classe, ils manipulent un matériel commun. Pour eux et pour moi, il faudrait au moins cent masques par jour.* » ■

VIOLAINE MORIN

Pas de retour à l'université « jusqu'à l'été »

Contrairement aux établissements scolaires, les portes des universités resteront fermées le 11 mai. « *Pour les étudiants de l'enseignement supérieur, les cours ne reprendront pas physiquement jusqu'à l'été*, a déclaré Emmanuel Macron. *Le gouvernement précisera pour chacun la bonne organisation qui sera nécessaire, en particulier pour les examens et les concours.* » Plusieurs universités avaient déjà pris les devants, comme celles de Nantes, de Corse ou de Lille, en annonçant qu'elles resteraient fermées jusqu'en septembre. « *Plus personne ne croyait à une reprise*, reconnaît Franck Loureiro, du SGEN-CFDT, *mais cette annonce permet de réfléchir collectivement à l'organisation de l'évaluation du semestre et de la validation de l'année universitaire.* »

**« On rouvre
les écoles pour
relancer l'activité
économique,
en sacrifiant
les enseignants »**

FRANCETTE POPINEAU
SNUipp-FSU